Supplique de la part du Clergé du diocèse des Trois-Rivieres,
(CANADA)

A SA SAINTETE

LEON XIII, PAPE.

TRÈS SAINT PÈRE,

Permettez que, nous jetant à vos pieds, nous les baisions avec amour et vénération, et que, tout en offrant à Votre Sainteté, du fond de nos âmes, l'hommage sincère et respectueux des fils les plus dévoués, nous épanchions dans Votre cœur paternel l'extrême douleur qui nous accable.

Nous prêtres du Clergé chargé du ministère pastoral dans le diocèse des Trois-Rivieres, au Canada, toujours si attachés d'esprit et de cœur à la doctrine et à l'auguste autorité du St-Siège, dans la personne du Chef de l'Eglise et dans celle de nos Evêques, ses coopérateurs, comme l'ont enseigné et pratiqué nos prédécesseurs dans le sacerdoce, et comme en rend témoignage l'histoire entière de notre pays, nous avons reçu avec une douleur profonde les graves accusations que la S. Congrégation de la Propagande vient d'adresser publiquement devant tous les fidèles, dans une lettre en date du 13 Septembre 1881, au Clergé de cette Province, de manquer à ses devoirs sur plusieurs points très importants, et avons appris en même temps avec surprise l'énonciation de plusieurs autres assertions dont le motif nous échappe.

Dans cette même lettre, nous sommes blâmés sévèrement, Tres-Saint Père, et condamnés en totalité, aux yeux de tout le pays, sans que nous ayons été ni avertis, ni entendus, sans même que nous l'ayons soupçonné. Il est dit, entre autres choses, dans ce document :

“ Qu'une cause de graves inconvénients se trouve dans l'ingérence du Clergé dans les affaires politiques, sans se soucier assez de la prudence pastorale ;

“ Que le remède à cet excès de zèle, c'est de rappeler aux Evêques les prescriptions du IV Concile Provincial de 1868”, afin que le Clergé y soit ramené ;

“ Que les décisions de l'Eglise se rapportent à certaines erreurs opposées à la doctrine catholique, et non pas à un parti politique quelconque déterminé ;

“ Que le parti appelé *Réformiste* est un parti *ci-devant* chaudement appuyé, même par quelques Evêques ;

“ Qu'il y a danger de provoquer à une guerre violente contre l'Eglise les protestants déjà inquiets et irrités contre le Clergé, sous prétexte d'ingérence indue dans les élections ;

“ Que le Clergé évite de nommer en chaire les personnes, encore bien plus